

1^{er} Septembre 1935

BULLETIN

de la Ligue des Communistes-Internationalistes (Bolchéviks-Léninistes)

édité par le Secrétariat International

Rédaction et Administration : Woudt-Bouman, Amsterdam-W., Paramaribostraat 10 huis, Hollande**S o m m a i r e :**

J.P.MARTIN: Les 2 Int^{les} et la guerre abyss.
 L.TROTSKY: Qui défend l'URSS et qui aide Hitler?
 P.J.SCHMIDT (Holl.): Les relations int^{les} du RSAP
 (préface de L.Trotsky)
 ADOLPHE: Le Pacte des 4 et ses suites

Lettre de Crux à l'Action Soc. Rév.
 R.S. de la TORRE: la situation à Cuba
 Un déporté b.-l. russe évadé en Asie!
 La scission du bureau de Stockholm
 Le V^e Congrès de l'Int. Soc. d. Jeunes

... LES DEUX INTERNATIONALES ET LA GUERRE CONTRE L'ETHIOPIE

Le Comité Exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste (I.O.S.) a réuni à Bruxelles du 16 au 18 août. Au cours de cette session, il a adopté à l'unanimité sauf une abstention, celle de Alter, représentant du "Bund" de Pologne, une résolution=appel aux travailleurs du monde entier contre l'aventure de Mussolini en Afrique. "L'I.O.S. ne saurait se résigner à la guerre dans aucun cas, - dit l'appel -, même comme un moyen de délivrance pour le peuple italien". Première sottise: d'abord parce que jamais une guerre impérialiste ne peut devenir "un moyen de délivrance" pour un peuple, si ce peuple n'est pas préparé à transformer une telle guerre en guerre civile pour le renversement de sa propre bourgeoisie, (ce ne sera pas la guerre qui pourra délivrer le peuple du fascisme, mais la révolution); et puis, parce qu'il ne suffit pas de dire "on ne saurait se résigner à la guerre dans aucun cas", mais il faut concrétiser les moyens de lutte pour rendre la guerre impossible. Or, voici ce que l'I.O.S. propose:

1) organiser avant le 4 Septembre "de grandes manifestations de l'opinion publique contre la guerre de Mussolini "pour a) obliger la S.D.N. à prendre, "comme l'art. 11 du Covenant lui en dicte le devoir" (1), les mesures nécessaires pour sauvegarder la paix, éventuellement en fermant le canal de Suez au trafic de guerre italien; b) imposer l'arbitrage à l'Italie;

2) Les partis, Socialistes et Communistes, d'Italie projetant pour la fin de Septembre l'organisation d'un Congrès des Italiens à l'Etranger contre la guerre en Abyssinie, l'I.O.S. se fera représenter à ce Congrès;

3) Si la guerre éclatait quand même, "l'I.O.S. exprime l'espoir que la population travailleuse d'Italie parvienne à utiliser les répercussions que provoquera la guerre pour abattre l'ennemi véritable du peuple italien, qui n'est pas à Adis-Abeba, mais à Rome".

Léon Blum, en commentant dans le POPULAIRE du 21 août ces décisions, écrit: "Sur le plan gouvernemental la guerre ne peut plus être arrêtée que par une exacte coordination d'efforts entre la France et l'Angleterre d'une part, et entre la France et la Russie soviétique de l'autre". Seuls les efforts conjugués de la France, de l'Angleterre et de l'U.R.S.S. pourront, d'après le POPULAIRE, empêcher la guerre de l'Italie. Sans attendre la réunion du Conseil de la S.D.N., les trois Puissances mentionnées devraient "offrir à l'Italie une procédure réelle, sincère et entière d'arbitrage". "Si l'Italie l'accepte - poursuit Blum - l'espoir de la paix est rétabli; si elle refuse, elle se désigne et se marque elle-même définitivement comme l'agresseur".

Eh bien, tout ceci s'appelle, pour nous, se jouer de la "paix" et des "travailleurs". L'illusion de l'arbitrage porta en 1914 à la conflagration mondiale. Et après, la S.D.N. n'a même pas été capable d'arbitrer un conflit comme celui du Chaco. Elle ne pourra pas agir autrement vis-à-vis de Mussolini, dont les trois puissances: France, Angleterre, U.R.S.S., cherchent chacune pour son propre compte à se procurer l'appui dans leurs propres compétitions internationales. D'ailleurs, est-ce qu'il est effectivement besoin d'une telle procédure pour désigner en Mussolini l'agresseur? N'est-il pas clair d'ores et déjà que l'impérialisme italien veut s'annexer de nouvelles terres en Afrique? Et pourquoi donc a-t-on tellement attendu pour intervenir contre les nouveaux préparatifs d'attaque de l'impérialisme italien en Afrique? Pourra-t-on

faire in extremis (empêcher la guerre) ce qu'on n'a pas fait quand ç'aurait été beaucoup plus facile, c'est-à-dire au commencement des envois de troupes par Mussolini contre l'Ethiopie? Et le Negus, n'en avait-il pas appelé à la S.D.N. dès le 14 janvier 1935, c'est-à-dire il y a huit mois?

Mais supposons pour un moment que l'initiative proposée à la France, l'Angleterre et l'U.R.S.S. se réalise. A quoi mènerait-elle? A prouver ce qu'on connaît déjà et que tout le monde sait: que l'agression part de Rome. Puisqu'il est certain que Mussolini n'acceptera d'arbitrage que si celui-ci lui est a priori favorable. L'Angleterre et la France, tout en étant rivales et jalouses de l'impérialisme italien, ne pensent nullement à nuire à leur compère à Rome. Et les récentes négociations de Paris ont démontré qu'en matière de concessions, France et Angleterre sont bien disposées à en faire à Mussolini, au détriment du Negus. D'ici au 4 Septembre il n'y aura de changement d'attitude de la part de l'Italie, que si le butin pour elle en apparaît plus grand. Ce serait donc à ce prix qu'on sauverait la paix? Non. Bien au contraire, la démonstration sera faite que la voie est libre aux brigands, pourvu qu'ils aient de l'audace.

Mais d'ici au 4 Septembre on peut croire qu'on ne changera pas le cours des événements auxquels on s'est préparés depuis huit mois sans interruption, avec la complicité évidente de la S.D.N. Et alors? Alors, nous dit-on, on passera aux sanctions, aux mesures de boycottage que la S.D.N. devra décider en application de ses statuts. La C.G.T. française invite même les travailleurs à être prêts à mettre en pratique les mesures de boycottage que Genève décidera. Nous pensons que la S.D.N. ne fera pas avec l'Italie ce qu'elle n'a fait ni avec le Japon, ni avec l'Allemagne qui ont quitté Genève. D'autre part, ni la France, ni l'Angleterre, ni même l'U.R.S.S. ne veulent s'aliéner Rome; étant donné leur orientation politique internationale. Supposons néanmoins que Genève décide réellement les mesures de boycottage contre l'Italie. Est-ce que l'Allemagne voudra appliquer les décisions de Genève? Est-ce que l'Amérique et le Japon les respecteraient? D'autre part, le boycottage décidé par Genève ne saurait empêcher la marche de Rome sur l'Ethiopie. La fermeture elle-même du canal de Suez deviendrait pratiquement inopérante; car pour la rendre opérante, il faudrait étendre le front de guerre entraînant inévitablement une nouvelle conflagration mondiale. Et France, Angleterre et U.R.S.S., gardiennes du statu quo en Europe, ne veulent pas se priver de la collaboration de l'impérialisme de Rome.

De tout ce qui précède, il découle: de même qu'est inopérante la procédure d'arbitrage, l'agresseur étant d'ores et déjà désigné dans l'impérialisme romain; de même il est vain d'attendre des sanctions que la S.D.N. pourrait décider, un arrêt au cours de la guerre. Au contraire, la guerre, de limitée qu'elle est à l'Ethiopie, deviendrait européenne et mondiale par la volonté même des Puissances soi-disant "intéressées au maintien de la paix". Ce qui comporterait bien d'autres conséquences qu'une conflagration mondiale provoquée par l'attaque soudaine d'Hitler vers l'Est ou en Europe centrale profitant de la guerre de Mussolini en Ethiopie! L'impuissance de Genève à empêcher la guerre est donc évidente. Genève est impuissante à éviter la guerre tout autant que le capitalisme lui-même. Que faire, alors? L'appel de l'I.O.S. dit à la fin: "En présence de cette défaillance, l'Internationale invite la classe ouvrière à faire tout ce qui est en son pouvoir pour sauver la paix." C'est-à-dire que l'appel de l'I.O.S. se termine en se gardant bien de dire à la classe ouvrière ce qu'il est en son pouvoir de faire. De sorte qu'à la défaillance de la S.D.N. s'ajoute la défaillance de l'I.O.S. laquelle vit et a vécu en tant que son appendice.

Mais, dit-on, l'I.O.S. appelle ses Partis à convoquer partout des meetings de protestation contre la guerre de Mussolini. Ce qui est évidemment bon et utile; mais à la condition que la protestation contre la guerre de Mussolini ne serve pas de voile à l'union sacrée des partis socialistes et de leurs organisations dépendantes avec la bourgeoisie de chaque pays; comme c'est très clairement le cas des Labouristes anglais agissants à l'unisson avec les dirigeants du Royal Empire. Certainement il faut que dès ce moment la protestation ouvrière internationale s'organise contre l'impérialisme italien, pour les peuples éthiopiens; mais cette protestation ne sera efficace et profitable à la cause de la paix que si la classe ouvrière agit en tant que classe autonome et indépendante: non comme un moyen auxiliaire au service de tel ou tel autre impérialisme satisfait ou pas satisfait de ses domaines d'exploitation. Seulement à cette condition la protestation internationale des ouvriers pourra aider la lutte du peuple italien contre le fascisme et faciliter sa délivrance. Toute autre conduite permettant à Mussolini de présenter les ouvriers des autres pays comme les alliés de leur propre Gouvernement capitaliste, ne pourra que faciliter l'œuvre de Rome au lieu de l'empêcher et l'anéantir. Ce qui se produirait si l'exemple des

QUI DEFEND L'U. R. S. S. ET
 QUI AIDE HITLER ?

Jaquemotte, le triste dirigeant des stalinistes belges, pose à Walter Dauge, un des dirigeants de l'aile gauche du parti socialiste belge, la question suivante: en cas d'une attaque hitlérienne contre l'Union Soviétique, "marchera"-t-il ou non? Cette manière de poser la question nous dévoile d'un seul coup toute la platitude de la pensée d'un philistin. Que signifie ici le mot "marcher"? Si la Belgique marche aux côtés de la France contre l'Allemagne - assurément pas pour des motifs démocratiques ou par amitié envers l'U.R.S.S., mais pour des motifs purement impérialistes - et si Dauge est à ce moment-là bon pour le service, il sera obligé de marcher. Mais il sera aussi obligé de marcher, si la Belgique participe à une coalition militaire anti-soviétique. Mais si la Belgique reste neutre, Dauge, aussi bien que tous les autres, ne pourra pas marcher. Le sage Jaquemotte et ses compagnons d'idées en France, en Tchécoslovaquie et ailleurs oublient simplement que ce n'est pas le prolétariat opprimé, mais la bourgeoisie opprimante qui décide quand et dans quel but l'armée impérialiste doit marcher.

Vaillant-Couturier, qui est toujours prêt à tout, voulait écarter cette "petite" difficulté, en émettant la thèse suivante: "Nous sommes un parti réaliste, un parti de gouvernement". Nous ne sommes pas des anarchistes, c'est vrai. Mais généralement nous avons l'habitude de distinguer entre un gouvernement impérialiste et un gouvernement prolétarien. Pour devenir un parti de gouvernement, il faut d'avord que nous abattions la classe dominante par l'insurrection révolutionnaire et que nous créions notre propre armée, l'Armée Rouge. Alors seulement nous pourrions décider, si nous "marchons" et pour quel but. Messieurs les "théoriciens" (si l'on peut dire) stalinistes effacent toujours plus la question principale, la question de la conquête du pouvoir et sous prétexte de défendre l'U.R.S.S. ils rendent égal le prolétariat à son ennemi mortel, la bourgeoisie nationale. C'est la trahison dans sa forme théorique la plus achevée.

- Mais si nous poursuivons la lutte de classes en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, etc... répliquent les stalinistes et ceux qui leur font écho, nous affaiblissions inévitablement l'allié de l'Union Soviétique et par là l'Union Soviétique elle-même. Que nous le voulions ou non, cela augmente la force de Hitler. Nous ne savons pas si ni quand la lutte de classes mènera à la prise du pouvoir. En tout cas, Hitler pourra d'ici là gagner la guerre, devenir le maître de l'Europe, et ainsi empêcher, sinon anéantir, notre lutte ultérieure, (en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, etc...). Notre prétendue lutte de classes révolutionnaire fera donc de nous de véritables auxiliaires de Hitler.

Cette argumentation, qui veut être si logique, n'est rien d'autre que la répétition de ce que les impérialistes et les social-patriotes (c'est-à-dire les social-impérialistes) ont toujours et invariablement opposé à leurs adversaires révolutionnaires: Liebknecht était un auxiliaire du tzar, Lénine un agent des Hohenzollern et ainsi de suite sans fin.

- A cette époque il n'y avait pas encore l'Union Soviétique, objectera-t-on. Tout à fait juste. Cela prouve seulement que l'idéologie social-patriotique était déjà toute prête avant la Révolution d'Octobre et que les plus grands événements historiques n'ont rien changé à la platitude de philistin des social-patriotes.

Les social-démocrates allemands - pas seulement les crapuleux payés, mais aussi d'honnêtes ouvriers moyens - disaient pendant la guerre: si le tzar est victorieux, ses cosaques dissoudront notre parti et nos syndicats, ils saccageront et détruiront nos journaux et nos maisons du peuple. L'ouvrier français moyen, lui aussi, écoutait avec confiance les appels des Renaudel, des Cachin etc., leur demandant de protéger la République et la démocratie de la menace des Hohenzollern et de ses junkers. L'Etat soviétique de son côté n'est pas tombé du ciel. Il ne s'est réalisé que grâce à l'action de l'avant-garde prolétarienne. Si l'on veut défendre l'Etat soviétique - et cela avec raison - alors il faut défendre les organisations ouvrières des pays capitalistes. Ces deux tâches sont du même ordre politique, en tous cas elles sont étroitement liées. Nous avons le devoir incontestable de défendre l'Etat soviétique tel qu'il est (nous n'avons rien de commun avec les théories de Doriot, de Treint, etc.) de même que nous devons défendre contre le fascisme et contre la dictature militaire toute organisation ouvrière, même lorsqu'elle a à sa tête les pires réformistes. Mais toute la question est: Comment? Par quels moyens?

Les marxistes disent: seulement par les moyens dont nous disposons nous-mêmes, que nous pouvons employer consciemment, c'est-à-dire, par les moyens de la lutte de classes révolutionnaire dans tous les pays belligérants. Quelles que puissent être les péripéties de la guerre elle-même, en dernière instance la lutte de classes révolutionnaire fera tout de même mûrir les meilleurs résultats pour le prolétariat. Cela se rapporte aussi bien à la défense des organisations ouvrières et des institutions démocratiques des pays capitalistes qu'à la défense de l'Union Soviétique. Nos méthodes restent au fond toujours les mêmes: en aucun cas et sous aucun prétexte nous ne pouvons remettre nos tâches révolutionnaires à notre bourgeoisie nationale.

-- Tout cela, répondra le sage philistin, peut bien être juste "théoriquement". Mais qui donc peut nier que la lutte de classes révolutionnaire en France fortifiera les positions de Hitler et augmentera par là aussi bien la possibilité d'une guerre que les chances de Hitler dans une telle guerre? Et l'Allemagne fasciste est le danger principal pour l'Union Soviétique. Or, l'écrasement de l'Union Soviétique paralysera pour des années le développement de la révolution mondiale.

Cette argumentation -- encore une répétition servile des anciens arguments de Scheidemann, Wels, Vangarvelde, De Man, Cachin et consorts -- est fautive d'un bout à l'autre. Elle tombe en poussière au premier contact avec la critique marxiste.

Le fascisme n'est rien d'autre que l'idée de la communauté de classes, élevée à sa plus haute puissance et transposée en mystique. Si les ouvriers français, belges, tchèques se joignent à "leur" bourgeoisie, ils pousseront inévitablement les ouvriers allemands à se rassembler autour des nazis. Le social-patriotisme ne peut ^{qu'}apporter de l'eau au moulin du racisme. Pour affaiblir Hitler il faut allumer la lutte de classes. Un puissant mouvement prolétarien dans un pays quelconque de l'Europe contribuerait incomparablement plus à paralyser le militarisme raciste que toutes les alliances possibles des impérialistes entre eux ou même avec l'Union Soviétique. Car toute alliance qui est dirigée contre l'Allemagne fasciste fournit d'une part un nouvel aliment au racisme et pousse d'autre part des états impérialistes ennemis de son côté, car ils ne soucient pas de la démocratie ou de l'Union Soviétique, mais du fameux équilibre. (Pologne, Japon, Angleterre, etc.)

Si le prolétariat des états alliés à l'Union Soviétique (pour combien de temps?) doit soutenir sa bourgeoisie pendant la guerre, il doit commencer à suivre cette politique déjà en temps de paix. Car avant que d'empêcher la victoire de Hitler, il faut bien essayer d'empêcher la guerre d'éclater. Il faudrait donc soutenir en temps de paix les impérialismes ennemis de l'Allemagne fasciste, afin de faire pencher à temps le rapport des forces au désavantage de Hitler. Mais cela signifie ni plus ni moins que l'abandon complet de la lutte de classes. Ce fut là aussi le but de la fameuse déclaration de Staline. Il approuve même maintenant, en temps de paix, les crimes militaristes de la bourgeoisie française, de même naturellement que ceux de la bourgeoisie belge et tchécoslovaque. Comment en serait-il autrement?

Si nous ne voulons pas affaiblir l'impérialisme allié de l'Union Soviétique par la lutte de classes, cela veut dire que nous voulons le renforcer, en l'ancrant dans la confiance populaire. Mais que ferons-nous si le militarisme français, belge et tchèque, fortifié par son propre prolétariat; accomplit pendant la guerre même un tournant tout à fait possible et naturel et dirige ses armes contre l'Union Soviétique? Se consoler par le fait qu'alors nous nous opposerons violemment à lui serait pure folie. Les grandes masses populaires ne se retournent pas si facilement. On ne peut pas à souhait se faire rendre le pouvoir dont on a collaboré à investir le militarisme. Il se démontrerait dans ce cas qu'au fond nous avons contribué à l'effondrement de l'Union Soviétique non seulement passivement, mais activement.

En tout cas, les stalinistes hésitent à tirer de leurs prémisses les dernières conséquences. Pour pouvoir faire un semblant d'opposition parlementaire, ils invoquent le fait qu'il y a des fascistes dans l'Etat-major français. Cet argument ne fait que montrer tout ce que le social-patriotisme staliniste a de creux et de borné. Car dans la mesure où il s'agit d'utiliser les contradictions entre les impérialistes, on peut aussi très bien se servir d'un fasciste contre un autre. En tant qu'allié de la France Mussolini devient maintenant l'allié de l'Union Soviétique. L'opposition entre l'Allemagne et la France ne consiste nullement dans l'opposition entre la démocratie et le fascisme, mais entre un impérialisme rassasié et un impérialisme affamé. Cette opposition continuerait à exister si la France devenait fasciste.

En étant prêts à voter pour l'armée impérialiste, si elle était "nettoyée" des éléments fascistes, les stalinistes français montrent que pour eux, exactement de même que pour Blum, il s'agit non pas de la défense de l'Union Soviétique, mais de la "démocratie" française. Ils se sont à présent assigné un but élevé: implanter la démocratie pure dans l'état-major de l'armée versaillaise (versaillaise dans le sens de la Commune comme dans le sens de la paix de Versailles). De quelle manière? Par le gouvernement Daladier. "Les soviets partout!". "Daladier au pouvoir!". Mais pourquoi donc le grand démocrate Daladier, qui fut ministre de la guerre pendant deux ans (1932-34), ne s'est-il pas occupé de nettoyer l'armée des fascistes, des bonapartistes et des royalistes? Ne serait-ce peut-être pas parce que Daladier lui-même ne s'était alors pas encore purifié dans la source miraculeuse du "front populaire"? Que l'HUMANITE avec le sérieux et l'honnêteté qui lui sont propres nous résolve cette énigme. Qu'elle réponde en même temps à la question: pourquoi le parti radical est-il le plus misérable, le plus lâche, le plus servile de tous les partis du capital financier? Il suffit que Messieurs de Wendel, Schneider, Rotschild, Mercier et Compagnie frappent du pied, - les radicaux se mettent toujours à genoux: d'abord Herröot, un peu après Daladier aussi.

Admettons même qu'un gouvernement de Front populaire réussisse, cette fois, comme démonstration (c'est-à-dire pour tromper les masses), à éloigner de l'armée quelques réactionnaires de second plan et à dissoudre (sur le papier) quelques ligues de bandits. Qu'est-ce que cela changera au fond? L'armée restera avant comme après le plus important instrument de l'impérialisme. L'Etat-major de l'armée sera toujours l'Etat-major de la conjuration militaire contre les travailleurs. Pendant la guerre les éléments les plus réactionnaires, les plus résolus et les plus féroces auront la prépondérance dans le corps des officiers. L'exemple de l'Italie et de l'Allemagne montre que la guerre impérialiste est pour les officiers l'école supérieure du fascisme.

Et que dire de ces pays, dont on ne sait pas encore quelle position ils prendront dans la guerre: pour ou contre l'U.R.S.S.? Ainsi dès aujourd'hui les labouristes et les trade-unionistes paralysent la lutte contre leur propre impérialisme, en démontrant que la Grande-Bretagne devra peut-être défendre l'U.R.S.S. Ces filous politiques invoquent naturellement Staline, non seulement avec succès, mais aussi avec raison. Si les stalinistes français promettent publiquement de "contrôler" la politique extérieure de leur impérialisme, alors les labouristes anglais peuvent bien invoquer le même prétexte. Et que doit faire le prolétariat polonais, dont la bourgeoisie est liée par une alliance avec la France et par l'amitié avec Hitler?

Quel que puisse être le prétexte, l'Union sacrée signifie une servilité toujours plus basse des socialistes vis-à-vis de leur impérialisme, surtout lorsqu'il fait l'œuvre la plus sanglante et la plus horrible. Les chefs social-démocrates sortirent de l'école de l'"Union sacrée" absolument écrasés, politiquement anéantis, sans foi ni courage, sans honneur et sans conscience. Les ouvriers d'Allemagne ont après la guerre conquis le pouvoir; mais les chefs social-démocrates remirent ce pouvoir aux généraux et aux capitalistes. Si les chefs du prolétariat français n'étaient pas à la sortie de la guerre devenus de misérables invalides politiques, la France serait aujourd'hui un pays du socialisme. L'Union sacrée de 1914-18

a sauvé le capitalisme pour des dizaines d'années et condamné les peuples à des sacrifices et à des privations inouïs. L'Union sacrée de 1914-18 dans l'intérêt de sa propre "nation" a préparé la nouvelle guerre impérialiste, qui menace d'apporter l'extermination complète des nations. Quelles que soient les duperies par lesquelles les social-patriotes préparent la nouvelle "Union sacrée" ("Défense nationale", "défense de la démocratie", "défense de l'U.R.S.S.") le résultat de la nouvelle trahison sera à l'effondrement de la civilisation moderne.

Naturellement la bureaucratie soviétique veut défendre l'Etat soviétique, comme aussi construire le socialisme. Mais elle veut le faire à sa manière, qui est dans la contradiction la plus aigüe avec celle du prolétariat international et par cela même aussi du prolétariat russe. Elle voit seulement les difficultés, les obstacles, les dangers, elle ne voit pas les grandes possibilités. Et les misérables employés de Staline en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, dans le monde entier n'ont pas la moindre confiance en eux-mêmes et en leur propre parti. Ils ne se sentent nullement - et avec raison - les chefs des masses en révolte, mais seulement les agents de la diplomatie soviétique devant le forum de ces masses. Ils subsistent et ils tomberont avec cette diplomatie.

La bureaucratie de l'Internationale Communiste est dès lors organiquement incapable de s'opposer à la vague patriotique de la bourgeoisie pendant la guerre. C'est pourquoi tous les misérables poltrons, les Cachin, les Jaquemotte, les Gottwald s'accrochent à tout prétexte possible, qui peut cacher leur capitulation devant les flots déchainés de l'"opinion publique" patriotique. Un tel prétexte - pas une raison, mais seulement un prétexte - est pour eux la "défense de l'Union Soviétique". Par sa physiologie politique Doriot ne se distingue en rien des Cachin et de Duclos: il est le produit de la même école. Mais avec quelle facilité Doriot brise avec l'idée de la défense de l'U.R.S.S., pour arriver à un programme de "défense avec Hitler", quoiqu'il doit être clair pour tout jeune gars de Saint-Denis qu'un accord de la bourgeoisie française avec Hitler ne peut être dirigé que contre l'U.R.S.S.! Voilà précisément l'affaire: il suffit que l'un de ces messieurs se brouille avec la bureaucratie staliniste, et aussitôt il tourne le dos à l'Union Soviétique. A ces politiciens il manque une petite chose: une épine dorsale. Les stampements sur le ventre devant la clique de Staline n'ont été pour eux qu'un entraînement à s'applatir devant leur propre bourgeoisie.

Avec l'impudence qui les caractérise ces gens passent aussitôt à l'attaque contre les internationalistes révolutionnaires et nous accusent de soutenir Hitler. Ils oublient que Hitler ne peut être renversé que par le prolétariat allemand. Celui-ci est sans doute actuellement affaibli, morcelé, terrassé par toute la grandeur du crime de la social-démocratie et de l'Internationale Communiste. Mais il se relèvera. Lui donner du courage et l'aider à se remettre sur ses jambes, seul peut le faire le développement de la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale, avant tout en France. Chaque déclaration patriotique de Blum, de Zyromski, de Thorez, etc..., est un nouvel aliment pour la théorie des races (nationalisme) et renforce en dernière instance Hitler. Au contraire la politique marxiste, bolchévique, implacable du prolétariat mondial - dans la paix comme dans la guerre -, donnera au racisme un coup mortel, car elle montrera en fait que le sort de l'humanité sera tranché par la lutte des classes et non des nations. Doit-on le démontrer encore une fois? Depuis que la Troisième Internationale - sur les traces de la Seconde - a définitivement remplacé la lutte de classes internationale par une prétendue lutte "commune" contre Hitler, elle qu'en réalité seulement aidé Hitler. Des faits et des chiffres indiscutables le démontrent aujourd'hui: la croissance du national-socialisme:

en Autriche, le plébiscite de la Sarre, les dernières élections de Bohême. La lutte contre le fascisme avec des moyens du nationalisme ne peut que verser de l'huile sur le feu. Inversement le premier succès sérieux de la révolution prolétarienne en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, dans n'importe quel pays sonnera pour Hitler le glas de la mort. Celui qui ne comprend pas cette vérité élémentaire, celui-là peut s'occuper de n'importe quoi, mais pas des problèmes du socialisme!

Quelle sera la marche de la guerre, si la faiblesse du prolétariat permet son éclatement, cela nous ne pouvons pas le savoir d'avance. Les fronts se déplaceront; les frontières seront brisées: c'est en cela précisément que consiste la guerre. Dans l'état actuel de l'aviation toutes les frontières seront brisées, tous les territoires nationaux seront méprisés et dévastés. Seuls des réactionnaires déclarés (qui assez souvent se nomment socialistes et même communistes) peuvent dans ces conditions appeler le prolétariat à la défense de ses "propres" frontières nationales en alliance avec sa "propre" bourgeoisie. La véritable tâche du prolétariat consiste en fait à utiliser les difficultés qu'apporte la guerre à la bourgeoisie, pour la précipiter dans l'abîme et en même temps abolir les frontières nationales, qui étouffent l'économie et la civilisation.

Dans la première période de la guerre la bourgeoisie est dans la situation la plus forte. Mais avec chaque mois de guerre elle devient inévitablement plus faible. Le prolétariat, par contre, si son avant-garde dès le commencement de la guerre conserve une complète indépendance en face des chacals patriotes, se raffermira et se renforcera non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. En fin de compte ce n'est pas les fronts militaires qui décideront du sort de la guerre, mais le front social, qui passe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Seule la révolution victorieuse pourra réparer les violences, les injustices, les souffrances, que la guerre apporte aux peuples. Elle mettra fin non seulement au fascisme, mais aussi à l'impérialisme, qui engendre inévitablement le fascisme. Elle sauvera non seulement l'U.R.S.S. d'un danger extrême, mais aussi des contradictions internes, qui engendrent la dictature barbare de la clique de Staline. La dictature prolétarienne unira notre continent morcelé et épuisé, sauvera la civilisation menacée de disparaître, établira les Etats-

Unis soviétiques d'Europe. Elle passera sur le sol de l'Amérique et mettra en mouvement les peuples opprimés de l'Orient. Elle rassemblera toute l'humanité dans une économie socialiste et une civilisation harmonieuse.

Le 29 Juillet 1935.

L. TROTSKY

DE NIEUWE FAKKEL, du 6 août 1935

Sur les relations du R.S.A.P. - Hollande avec
la L.C.I. et le bureau d'Amsterdam

par P. J. SCHMIDT

(Avant de donner les extraits essentiels de l'article du cde Schmidt, voici la préface que lui a consacrée le cde Trotsky) - la Réd. du B.I.

L'article du cde Schmidt, président du parti hollandais, est de la plus grande importance. L'ancien O.S.P. était étroitement lié avec le S.A.P. Les chefs de ces deux organisations nous firent de nombreuses fois les mêmes reproches. Les organisations ont en son temps signé avec nous la déclaration des Quatre. Mais par la suite leur développement alla dans des directions différentes. L'O.S.P. brisa définitivement après l'ébranlement à l'occasion des événements de Jordaan avec les philistins et les poltrons de la clique de de Kadt. Il s'unit avec notre section hollandaise pour entreprendre la lutte pour la Quatrième Internationale. Le S.A.P. renie sa signature et dirige hostilement son activité contre la Gauche, en particulier contre le travail pour la Quatrième Internationale. Le plus important là-dessus est dit dans l'article sur l'ALCHIMIE CENTRISTE (voir bulletin international n° 2). L'article conclut par l'affirmation que le travail pour la Quatrième Internationale devra être mené sans le S.A.P. et contre le S.A.P. D'une façon tout à fait étonnante cette prédiction, qui renferme en soi un jugement valeur sur le S.A.P., est maintenant pris comme prétexte par celui-ci pour travailler contre la Quatrième Internationale. L'absurdité de cet "argument" est du reste suffisamment montrée par le camarade Schmidt.

Les faits et documents, rassemblés par le camarade Adolphe en un court document, démontrent à satiété que la L.C.I. pendant ces deux années a fait preuve à l'égard du S.A.P. de la plus grande patience et de la plus grande prévenance, c'est-à-dire aussi de la plus grande indulgence à l'égard de ses faiblesses centristes, pour ne pas fermer la possibilité d'une collaboration ultérieure. Plusieurs fois pendant ces deux années Bauer par exemple m'a personnellement demandé dans des lettres de briser enfin avec les centristes et les philistins incorrigibles du S.A.P. Malgré notre patience et notre indulgence véritablement exagérée à l'égard de la susceptibilité centriste, nous avons été accusés par la suite par l'un ou par l'autre de manquer de souplesse à l'égard du S.A.P. Nous avons entendu de tels reproches souvent aussi de la part de camarades de l'O.S.P. Aussi l'article de Schmidt a-t-il la plus grande valeur démonstrative. Il démontre qu'avec la meilleure volonté de collaborer, si l'on a des principes révolutionnaires, on ne peut rien faire avec le S.A.P. ou au moins avec sa direction actuelle.

Le S.A.P. épargne, comme on sait, ses alliés de droite de toute critique. Il forme pour eux un rempart contre la gauche. Mais au moment, où le R.S.A.P. fait un pas pratique décisif vers la Quatrième Internationale, le S.A.P. non seulement ouvre une critique violente contre la direction de cette organisation, mais déchaîne à l'intérieur du "parti frère" le travail de fraction, pour l'arracher de la Quatrième Internationale. Nous voyons ici de nouveau la confirmation de notre analyse: le S.A.P. lutte seulement contre la gauche, sur la droite il ne connaît que l'accomodement. Il apporte ainsi un document pour montrer d'une manière non équivoque son caractère centriste conservateur, tourné vers la droite.

La partie la plus importante de l'article par ailleurs important du camarade Schmidt est formée par la caractéristique de l'activité et plus exactement dit de l'inactivité de l'I.A.G. Le camarade Schmidt n'est pas un "maudit trotskiste" et un adversaire empoisonné de cette organisation, au contraire, il fait partie de ses fondateurs et est encore aujourd'hui son secrétaire général. Mais il apporte la constatation que cette communauté de travail n'est pas une communauté et aussi ne fait aucun travail. Cela nous l'avions prévu et prédit. De n'est pas avec des fictions qu'on peut servir la classe ouvrière. Tout au contraire, on doit balayer les fictions, pour rendre libre la voie vers la véritable Internationale.

- Domage pour les forces qui ont été dépensées pour la discussion avec le S.A.P., dira un conciliateur au bon cœur. Nous avons là-dessus une opinion opposée. La lutte contre le S.A.P., c'est-à-dire contre son caractère vague, contre son pacifisme vulgaire, contre l'ambiguïté de ses formules et de ses actes est une école importante pour toutes les tendances et organisations qui tendent vers la Quatrième Internationale. Nous sommes convaincus que le R.S.A.P. dans sa lutte contre le S.A.P. ne pourra que gagner en clarté, en cohésion et en capacité de lutte. Plus encore, cette lutte sera aussi favorable pour les éléments du S.A.P. capables de se développer. En ce qui nous concerne, les écrits hostiles, souvent aussi calomnieux des gens du S.A.P. contre nous n'empêcheront nullement de mener avec l'aile révolutionnaire de ce parti, si elle se fait réellement jour politiquement, la lutte commune pour la Quatrième Internationale.

Le camarade Schmidt s'exprime aussi d'une façon critique à l'égard de la L.C.I. Sa critique concerne, comme il l'accorde lui-même, des questions tactiques et organisationnelles et non des questions principales. Nous ne voulons entrer dans ses remarques faites en passant, que nous tenons pour erronées. En tout nous considérons notre organisation seulement comme une partie constitutive de la Quatrième Internationale, qui s'édifie, et si nous tenons pour nos idées avec une certaine énergie, d'un autre côté nous sommes prêts à apprendre assidument même de nos alliés. Et toute l'histoire du mouvement ouvrier montre que seul est capable d'apprendre celui qui donne à ses idées une certaine valeur.

Le 11 août 1935

L. TROTSKY

(Dans la discussion qui a lieu dans le R.S.A.P. de Hollande sur la politique internationale du parti est aussi intervenu maintenant le cde P.J.SCHMIDT, président du parti et secrétaire du bureau d'Amsterdam pour l'unité socialiste révolutionnaire. Nous devons malheureusement nous limiter dans ce qui suit à donner un compte-rendu de cet article illustré de citations textuelles. Le cde Bladergroen plusieurs fois nommé, contre qui Schmidt polémise, est le porte-parole de la tendance du S.A.P. dans le R.S.A.P.) - la Réd. du B.I.

En liaison avec la publication de la LETTRE OUVERTE POUR LA QUATRIEME INTERNATIONALE, la direction du R.S.A.P. avait pris la décision suivante: "...que l'union de ceux qui luttent pour la IV^e Internationale, comme elle est apparue par la signature de la Lettre Ouverte, ... est le principal travail du R.S.A.P. dans les questions internationales". Contre Bladergroen, qui voit dans cette décision un changement complet de la politique internationale du R.S.A.P., P. J. Schmidt montre sur la base de la déclaration de principes et des décisions de l'O.S.P. et du R.S.P. aussi bien avant la fusion que par celles du parti unifié par la suite, que la lutte pour la IV^e Internationale est depuis 1933 au premier plan de leur politique internationale. Il invoque avant tout la déclaration des Quatre qui fut signée à l'automne de 1933 par l'O.S.P., le S.A.P. le R.S.P. et la L.C.I. et rappelle aux anciens membres de l'O.S.P. que cette déclaration fut aussi introduite expressément dans la déclaration de principes du parti unifié. P.J.Schmidt cite avant tout les points suivants de cette déclaration:

Les signataires furent unanimes pour former une commission chargée de

- a) élaborer un manifeste programmatique comme acte de naissance de la nouvelle Internationale
- b) représenter les délégations soussignées (des 4 partis signataires) à l'extérieur.

Schmidt continue alors textuellement:

"La seule question importante est celle-ci: Non pas chez Bladergroen et chez le S.A.P., mais dans les événements mondiaux les choses ne sont-elles pas changées de sorte qu'un changement de notre point de vue, en ce cas donc un affaiblissement de notre propagande pour la IV^e Internationale, est devenu nécessaire?

Nous ne le croyons pas. Au contraire, nous pensons qu'après le tournant du Comintern et la signature du pacte franco-russe la chose est plus urgente que jamais.

Et la seule véritable critique, que l'on peut à bon droit adresser aux directions des partis signataires, est de ne pas avoir pris plus tôt les décisions préparées, dont maintenant la signature de la lettre ouverte est un début essentiel".

LE BUREAU D'AMSTERDAM

Schmidt passe alors au fait que Bladergroen, le S.A.P. et les saphistes répandent le bruit que le R.S.A.P. accorde toujours une grande valeur à ses relations avec le bureau d'Amsterdam, ce qui entre autres apparaîtrait du fait qu'à la dernière Conférence il a accepté de nouveau le secrétariat du Bureau. Il regrette que ces bruits le forcent à publier des informations sur le travail et la façon de travailler de ce bureau, informations qu'il aurait mieux valu conserver pour la discussion intérieure. L'O.S.P. et ensuite le R.S.A.P. ont accepté le secrétariat avec une grande résistance intérieure. Schmidt dit pourquoi:

"D'abord le bureau d'Amsterdam, comme Bladergroen l'écrit (sans en comprendre encore bien l'importance), n'est pas une organisation, mais un simple contact très lâche de parties hétérogènes, que ne lient aucune décision importante, et si elles les liaient, ces décisions ne pourraient nullement être "obligatoires". Cela ne peut pas être une organisation sous une forme directe et ceux qui voudraient réellement poser cela à l'ordre du jour, provoqueraient par cela même la désagrégation du Bureau d'Amsterdam. C'est déjà une raison pour parler avec un peu plus de discrétion de la "grande importance" du bureau d'Amsterdam.

Mais même à ce contact lâche, qui trouve son expression dans le secrétariat, il manque organisationnellement tout ce qui est nécessaire pour un fonctionnement régulier, l'échange des nouvelles, la correspondance, etc.

Déjà longtemps avant la Conférence de février 1935 cela était apparu, mais à la conférence même j'ai expressément déclaré comme secrétaire international: cela ne peut plus continuer ainsi. Les rapports n'arrivent pas, les petites contributions matérielles promisés non plus. Si vous ne changez pas cela et si vous ne montrez pas au moins que vous prenez au peu au sérieux ce contact très lâche, le travail ne peut pas être poursuivi. On souscrivit à ce point de vue. Des promesses furent faites. Il n'en sortit rien. (Le cam/ Schmidt montre alors que l'ensemble des charges financières du Bureau d'Amsterdam furent supportées d'abord par l'O.S.P. et ensuite par le R.S.A.P.). Il poursuit alors:

Politiquement parlant notre résistance à prendre le secrétariat était encore plus grande. Dès le début l'O.S.P. forma dans presque tous les points la plus petite minorité possible, seulement soutenu ici ou là par le S.A.P., qui nous abandonna à la dernière conférence dans la question principale. Aussitôt en prenant le secrétariat nous avons dit que nous considérions notre position comme plus petite minorité comme un obstacle, parce que nous ne pouvions exprimer avec conviction ce que veut la majorité ou ce qu'elle ne veut pas (l'accent sur ce dernier point.)

Il ne faut pas croire que cela ne concerne que notre point de vue dans la question de la IV^e Internationale - d'ailleurs on ne cessait d'abjurer la II^e et la III^e Internationales de toutes façons possibles, sans trouver le courage de présenter aux ouvriers la perspective positive du nouveau commencement. Pour ne citer qu'un autre exemple important: lors de la discussion du programme de principes dans la commission instaurée pour cette fin par le bureau d'Amsterdam, le représentant du I.L.P. (Stephen Campbell) défendit des conceptions contraires aux nôtres sur tous les points: l'attitude envers l'Etat, "démocratie", "dictature", "unité", etc. Les opinions divergeaient ici d'une façon tellement irrémédiable que la discussion dû être close purement et simplement au bout d'une demi-heure, car pas même un semblant d'accord n'était réalisable."

Puis Schmidt dit que le R.S.A.P. ne donne pas une grande importance au bureau d'Amsterdam, mais que néanmoins il ne veut pas, contrairement à la L.C.I., rester tout à fait en dehors du bureau. Il confirme encore maintenant que la direction du parti a décidé que jusqu'au prochain congrès l'état des choses devait rester sans changement, c'est-à-dire que le parti reste provisoirement membre du bureau d'Amsterdam.

NOTRE PARTI ET LA L.C.I.

Nous citons ce passage de l'article du camarade Schmidt littéralement:

"Bladergroen fait remarquer avec raison, que la L.C.I. est bien une organisation avec une discipline rigide pour ses sections. Ceci a aussi été la raison pour laquelle notre parti décida de ne pas devenir section de la L.C.I., tout en maintenant le contact avec elle. Parce que le bureau d'Amsterdam n'est pas une organi-

sation et que par conséquent l'"affiliation" ne signifie pratiquement que contact, il n'y avait du point de vue principal aucune différence dans l'essence de ce contact. Ceci fut d'ailleurs exprimé avec énergie dans la phrase suivante des conditions de fusion qui n'est pas citée par Bladergroen:

"La place prise par le parti dans la L.C.I. n'a pas d'autre signification que son affiliation au bureau d'Amsterdam".

Ainsi fut formulé l'égalité complète des contacts. Ceci était nécessaire, parce que nous avons et que nous avons une critique à faire vis-à-vis de la L.C.I. Aussi bien le O.S.P. que le R.S.P. considéraient comme une faute l'absence de la L.C.I. de la Conférence de Paris.

D'anciens membres du R.S.P. étaient contre la décision d'envoyer les trotskystes français dans la S.F.I.O., d'anciens membres du O.S.P. l'approuvaient, bien que nous n'admirions pas la façon dont cela fut fait. Des décisions de la L.C.I. sur la tactique en Angleterre (introduction de l'action indépendante de l'I.L.P. dans le Labour Party) beaucoup d'entre nous les désapprouvent et parmi eux l'auteur de ces lignes, etc. etc.

C'est précisément pourquoi la direction du parti décida de "conserver expressément la liberté de critique envers les deux tendances,

aussi bien envers le bureau d'Amsterdam qu'envers la L.C.I."

Encore une fois sur ce point aussi la direction du parti a exactement exécuté les décisions de fusion.

Bladergroen "n'a jamais complètement compris" comment le contact organisationnel avec la L.C.I. a été possible. Or, voilà une remarque assez puérile. N'a-t-il jamais entendu parler de l'institution d'organisations "amies" d'un parti ou d'une Internationale? C'est exactement le rapport que nous avons avec la L.C.I., et la forme dans laquelle ce contact a lieu, est tout simplement la forme habituelle: c'est-à-dire par correspondance, par un contact personnel, par l'échange d'articles et de documents etc. Ce qu'écrit Bladergroen ensuite là-dessus est plus sérieux, puisqu'il dit:

"Nous considérons la position du parti ainsi: le R.S.A.P. fait partie de la L.C.I. avec la tâche déterminée d'exercer son influence sur la L.C.I. pour l'amener à collaborer avec le bureau d'Amsterdam".

Faisant abstraction de la tentative faite ici de nouveau et en contradiction flagrante avec la phrase citée plus haut des conditions de fusion, de subordonner en quelque sorte au bureau d'Amsterdam le contact avec la L.C.I., l'affaire, en ce qui concerne le contenu essentiel de notre politique, est mise radicalement la tête à l'envers.

Ce qui nous sépare de la L.C.I. c'est une série de divergences organisatoires et tactiques, tandis que le principal au point de vue politique, le but primordial de nos deux organisations, la IV^e Internationale, est un bien commun à nous et à la L.C.I.

Quelque soit l'attrait du bureau d'Amsterdam: précisément dans cette question politique capitale nous constituons dans son sein la plus petite minorité.

Si donc il faut donner une formule comme le fait Bl., alors elle doit, contrairement à la sienne, être conçue ainsi: le R.S.A.P. participe au bureau d'Amsterdam avec la tâche déterminée d'exercer son influence sur le bureau d'Amsterdam pour l'amener à notre point de vue politique et par là même à collaborer avec la L.C.I. qui a déjà fait sien ce point de vue."

L'UNITE ET L'ATTITUDE DU S. A. P.

Nous continuons à citer littéralement le camarade Schmidt:

"Ici nous arrivons à une autre phrase importante des conditions de fusion, citée par Bl.:

"Le parti considère comme sa tâche de réaliser l'unité de la L.C.I. et du bureau d'Amsterdam".

Qu'en est-il de cette question?

Nous comprenons que les groupes qui lentement se libèrent de la II^e et de la III^e Internationales ne peuvent pas toujours adopter immédiatement et à cent pour cent notre point de vue. Un contact pour amener ces groupes à notre point de vue peut donc avoir une certaine signification (et c'est là ce que nous avons en vue), si le courant opposé n'est pas ou ne devient pas trop fort, car alors la signification tourne à l'envers et le bureau d'Amsterdam devient un obstacle direct pour la propagande de la Quatrième Internationale.

- a) l'élaboration d'un manifeste programmatique, charte de la nouvelle Internationale,
- b) la préparation d'une vue critique du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, représenté par toutes ses organisations et tendances (commentaire théorique du manifeste),
- c) l'élaboration de thèses sur toutes les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat,
- d) représentation des organisations sus-mentionnées vis-à-vis du monde extérieur".

Après la conférence, les 4 organisations signataires publièrent cette déclaration dans leurs organes officiels, ainsi la ratifiant officiellement. Mais sa réalisation se heurtait à beaucoup de difficultés. A la mi-octobre 1933, le S.I. de la L.C.I. prit l'initiative de convoquer une première séance des 4 organisations pour le 18 et le 19 novembre. Tandis que le RSP et l'OSP se déclaraient immédiatement prêts, le SAP, en prétextant des raisons d'ordre intérieur, demandait l'ajournement de la séance (la première!) pour fin février 1934. Pour arriver au moins à un résultat provisoire, on tint compte des prétendues raisons du SAP, en tombant d'accord sur une conférence préalable non-obligatoire, avec un ordre du jour limité à un échange d'informations et à la détermination de l'ordre du jour d'une conférence régulière des Quatre, à tenir en février 1934. Cette conférence préalable eut enfin lieu le 30 décembre 1933, c.à.d. quatre mois après la signature du pacte.

Pour prévenir toute crainte de majorisation, on décidait sur proposition de la délégation de la L.C.I. que seules les décisions prises à l'unanimité seraient valables. C'est ainsi que la préconférence, après une longue discussion, qui révéla le caractère foncièrement anti-marxiste de de Kadt et pendant laquelle il fallait vaincre d'innombrables résistances de la part du SAP et du OSP, décida: (d'après le communiqué de presse officiel, non contesté par aucun des représentants):

- a) la création immédiate d'une Commission technique permanente qui aura avant tout pour tâche de préparer la conférence des Quatre avant la fin de février. La commission des Quatre chargera deux membres demeurant à ... d'expédier les affaires courantes," et qui seraient "tenus à demander l'approbation des autres membres quand il s'agira de questions importantes".
- b) la publication d'un Bulletin commun qui publiera tous les documents concernant les travaux de la Conférence (y compris des articles de discussion écrits par les organisations adhérentes" avec comme titre "Bulletin de la Commission pour la préparation de la Quatrième Internationale". etc ...

Dès décembre il y avait une série de documents, notamment: La résolution des Quatre elle-même, un projet de thèse consacré aux causes économiques et sociales de la faillite du réformisme (fourni par un membre du SAP), des thèses sur le développement du capitalisme américain (C.L. of USA), LA IV^e INTERNATIONALE ET LAURBS de Trotsky, LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET LA GUERRE (thèse du S.I. de la L.C.I., qu'il entendait faire adopter et publier par l'organisation des Quatre), quelques ouvrages consacrés aux problèmes de la révolution et à la situation dans les divers pays, un projet de plate-forme pour l'unification de l'OSP et du RSP (qui malgré qu'une première tentative de fusion échouât, finalement servit comme base de l'unification). L'ensemble des documents prêts et en préparation, présentés en plus grande partie par la LCI, permettait donc déjà une discussion et des décisions solides.

L'ordre du jour de la Conférence de février fut conçu comme suit (d'après l'information de presse officielle):

- 1. Travail pour la Quatrième Internationale
- 2. Thèses programmatiques
- 3. Manifeste".

Il s'agissait donc d'une conférence qui avait pour tâche des travaux préparatoires destinés à aider à la clarification des problèmes parmi les formations centristes de gauche du monde entier, permettant de les attirer au bloc des Quatre, et non pas de la prétendue "proclamation" de la IV^e Internationale.

En janvier 1934 l'IAG, à laquelle le SAP continuaient d'appartenir, sans que la LCI s'y fut opposée d'une façon ultimatisée, tenait une séance qui n'était nullement, comme le prédisait de Kadt à la conférence préalable des Quatre, l'enterrement de ce bureau, mais qui au contraire désignait comme président un représentant de l'OSP (P.J. Schmidt). Le résultat politique de cette séance était zéro. L'attitude du SAP et du OSP n'avait en rien changé malgré l'adoption de la Déclaration des Quatre qui obligeait ses signataires à

LETTRE DU CAMARADE CRUX A LA REDACTION DE

"L'ACTION SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE"

L'aile gauche du Parti Ouvrier Belge qui éditait l'ACTION SOCIALISTE vient de passer ^{par} une sérieuse évolution. Marteaux, rédacteur de l'A.S., s'est révélé, d'une façon particulièrement nette après la fameuse déclaration de Staline qu'il approuve, comme agent du stalinisme. Mais ceci ne correspondait nullement à l'évolution de la base de l'A.S. qui notamment dans la question de la guerre a pris une position nettement révolutionnaire contre le social-patriotisme de toute couleur, et dont les véritables porte-parole étaient Walter Dauge et Godefroid, chef des Jeunes Gardes Socialistes belges. La rupture devenait particulièrement inévitable lorsque les bolchéviks-léninistes belges qui venaient d'entrer dans le P.O.B. pour collaborer avec et aider l'aile gauche dans le sens de la révolution furent fraternellement accueillis par celle-ci. Marteaux, destitué de l'A.S., fondait une ACTION SOCIALISTE à lui qui, faute de vendeurs, est diffusée par des membres du PC. Pour se distinguer nettement, l'A.S. de Dauge prit le nom de ACTION SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE. Dans un des derniers n° de l'A.S.R. celle-ci publiait son programme d'action, auquel le cde Crux a consacré les remarques suivantes. (L'adresse de l'A.S.R. est: Walter Dauge, 24 rue Jean Jaurès, CUESMES, Belgique).

Chers camarades,

le 23 août 1935

Je suis un lecteur attentif et, vous en êtes sûrs, amical de l'ASR. C'est en cette qualité que je vous adresse cette lettre. Vous avez publié votre programme d'action. C'est un document très important. Sa publication représente un pas important en avant. Mais malgré la tendance générale tout à fait juste de votre programme, le texte contient aussi des formules inexactes qui ouvrent des endroits non défendus à vos ennemis (et vous en avez) et qui peuvent même engendrer des déviations au sein de votre propre tendance. Je regrette beaucoup que vous n'avez pas soumis votre projet à une discussion préalable non seulement nationalement mais aussi internationalement: si l'on ne peut pas construire le socialisme dans un seul pays, on ne peut pas non plus faire dans un seul pays la politique socialiste révolutionnaire. Il ne reste ainsi aux cdes qui auraient été bien prêts à participer à la discussion préalable que de formuler leurs avis sur le texte publié.

I. Vous distinguez entre la "conquête du pouvoir politique" et la "conquête du pouvoir économique". Cette distinction n'est pas juste. Elle se prête même à une équivoque dangereuse. Ce sont les syndicalistes anarchisants farouchement anti-marxistes qui ont inventé la notion du "pouvoir économique", pour s'esquiver devant la question: comment transformer la société sans la conquête du pouvoir étatique. Les réformistes se servent volontier de la même formule pour leurs "plans" qui doivent permettre, par le contrôle de la "collectivité" (anonyme) de rendre à cette "collectivité" (toujours anonyme) le pouvoir économique. M. de Man, ce prestidigitateur de formules à doubles sens, ce falsificateur du socialisme scientifique, a besoin de la distinction entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Mais c'est précisément pour cette raison que nous devons rejeter ce piège terminologique. Le "pouvoir économique" comme tel n'existe pas. Il y a la propriété, les différentes formes de la propriété. Le pouvoir étatique donne la possibilité de conserver ou, au contraire d'abolir la propriété capitaliste, selon que le pouvoir étatique appartient à la bourgeoisie ou au prolétariat.

Je suis sûr que nous sommes d'accord sur le fond. Mais vous développez votre distinction artificielle entre deux pouvoirs d'une manière dangereuse. Vous dites sur l'Italie: "Ce n'est pas l'occupation mais l'abandon des usines qui engendra le fascisme". Vous dites aussi que les mineurs de Charleroi, en occupant les puits, "montrèrent ainsi la voie qu'il faut suivre, pour aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste". Ce n'est pas juste. L'occupation des usines et des mines ne suffit nullement. Si le pouvoir étatique reste aux mains de la classe bourgeoise, les occupants seront toujours chassés et écrasés.

Vous voyez bien que la formule peut aussi bien servir contre vous aux réformistes camouflés et encaillés à la De Man et aux syndicalistes des deux genres: anarchisants et collaborationnistes.

Dans l'avant-dernier paragraphe qui parle de la dictature du prolétariat, vous dites: "Par conquête du pouvoir, il faut entendre... la saisie des banques, des usines, de la terre..." etc.. Pourquoi de nouveau cette périphrase ambiguë? Par conquête du pouvoir, il ne faut comprendre que la conquête du pouvoir, c'est-à-dire la mainmise absolue sur l'Etat. Mais l'état conquis doit servir d'instrument pour la transformation de la propriété qui commence par l'expropriation des capitalistes. Ce sont deux étapes différentes qui peuvent être séparées par des mois et, envers certaines catégories de petits capitalistes, même par des années.

Le pouvoir c'est le pouvoir, c'est-à-dire la force la plus concentrée de la classe dirigeante. Sa nature est politique (dans le sens le plus général du mot), parce que l'Etat, l'instrument du pouvoir, est la superstructure politique par excellence sur la base économique. Mais ce pouvoir politique sert non seulement, pour arranger les choses "politiques" dans le sens étroit et technique du mot (c'est-à-dire les questions intérieures de la machine étatique elle-même), mais aussi et surtout les choses économiques, culturelles, ecclésiastiques etc.

Vous proposez aux paysans la "redistribution équitable de la terre". Et les ouvriers agricoles? Vous ne dites rien ni sur les fermes collectives, ni sur les coopératives paysannes aidées par l'Etat Ouvrier. Vous n'ouvrez de cette manière aucune perspective socialiste pour l'agriculture.

3. "A bas le grand commerce!" Mais nous ne sommes pas pour l'éternisation du petit commerce. Vous ne dites rien sur le monopole étatique du commerce extérieur qui devra avoir pour la Belgique une importance exceptionnelle. Par l'instrument du monopole l'Etat Ouvrier pourrait vraiment aider les couches productives de la petite bourgeoisie et surtout les guider vers le socialisme.

Vous omettez de parler sur l'abolition du secret commercial, et sur le contrôle des ouvriers et des paysans sur les banques et l'industrie. Cependant chaque ouvrier et chaque paysan peuvent bien comprendre que maintenant, quand on leur demande que des sacrifices, ils ont le droit de regarder de près les "secrets" de la comptabilité des voleurs capitalistes. Ce mot d'ordre pourrait gagner une grande popularité. Les charlatans à la de Man sont toujours prêts à fabriquer un nouveau "plan" intégral, mais ils se gardent bien de toucher au secret commercial, c'est-à-dire au nerf de l'exploitation.

4. Vous demandez sommairement la "réduction du temps de travail". Pourquoi pas la semaine de quarante heures, un mot d'ordre international?

5. Sur le fascisme: "Ces bandes, dites-vous - bénéficient de l'appui ou de la protection des forces répressives au service de la bourgeoisie capitaliste". Pourquoi cette formule descriptive? Quelles "forces répressives"? Il doit s'agir de la police, des tribunaux, de l'Etat-major de Vandervelde, de Man et Spaak. Or, il aurait fallu nommer ces institutions honorables.

6. Vous propagez la création contre le fascisme de "groupes de chocs". Pourquoi cette expression technique et non politique? Nous autres marxistes parlons dans ce cas-ci de la Milice Ouvrière. Pourquoi ne pas se solidariser avec ce mot d'ordre exact qui est devenu populaire en France et ailleurs?

7. "La lutte contre la guerre". Ce paragraphe est le meilleur, parce que le plus précis. Mais il y a aussi une lacune importante. Vous parlez contre la Défense Nationale. Vous avez raison. Mais vous ne donnez que la formule négative. Il faudrait dire: Nous ne voulons ni éterniser ni défendre les cages étroites qui s'appellent les états nationaux. Nous voulons au contraire abolir les frontières pour créer les Etats Unis Socialistes de l'Europe, en préparant ceux du monde entier.

8. Vous dites à la fin: "A bas les illusions réformistes". Malheureusement vous n'expliquez pas dans le texte ce que c'est que les illusions réformistes et qui en sont les représentants en Belgique. C'est peut-être le plus grand défaut du programme.

Voilà, chers cdes, les observations que je me permets en toute amitié et qui ne m'empêchent pas de reconnaître que votre programme, malgré ses imperfections, est pénétré de l'esprit prolétarien et révolutionnaire. Cet esprit est le gage sûr de votre victoire.

P.S. Je remarque avec étonnement que vous ne dites rien dans votre programme sur les femmes (salaires, travail de nuit, permissions pour les accouchées etc.). Une tendance vraiment révolutionnaire qui veut assurer son avenir ne doit jamais négliger ni les questions des jeunes ni celles des femmes ni des peuples opprimés (rien sur les colonies dans votre programme!)

L a s i t u a t i o n à C u b a

par R.S. de la Torre

Le prolétariat de Cuba est actuellement en face d'une situation plus ou moins analogue à celle d'autres pays coloniaux ou impérialistes, mais plus difficile. Le gouvernement M e n d i e t a, arrivé au pouvoir sous la pression de l'Ambassadeur des Etats-Unis, Jefferson C a f f e r y, a été converti en instrument très efficace de l'oppression impérialiste. Pour accomplir cette mission destructive contre les aspirations des masses opprimées, le gouvernement a organisé le plus grand appareil d'oppression qu'on ait jamais connu à Cuba, sous la direction de B a t t i s t a, le chef de l'armée. Il s'étend sur chaque pouce du pays, de la grande ville aux plantations de sucre les plus éloignées.

L'armée de Cuba (un pays sans frontières nationales) atteint le chiffre exorbitant de 18.000 soldats avec un budget de 18.000.000 de dollars, ce qui signifie par conséquent des dépenses par homme plus élevées qu'en Europe ou en Amérique. A cela il faut ajouter quelques milliers d'hommes de la police technique et secrète qui se consacre uniquement à la persécution politique de toutes les personnes et organisations opposées au gouvernement. En dehors de cela il y a la police urbaine, contrôlée par le gouvernement municipal qui n'est qu'un appendice de l'Etat-major de l'armée et collabore loyalement à la persécution de tous les oppositionnels. En général, les soldats aussi bien que la police sont recrutés dans les couches sociales les plus dégénérées, le lumpenprolétariat des villes et les péons affamés de la campagne. Ils sont très généreusement payés et jouissent de toutes sortes de privilèges assurant leur soumission inconditionnée au gouvernement.

Pour compléter l'appareil d'oppression, dirigé essentiellement contre la classe ouvrière, ils ont créé des Tribunaux exceptionnels qui jugent toutes les affaires de nature politique. Ces tribunaux ont mis en pratique une série de lois de nature fasciste comme l'interdiction des grèves, des syndicats, la suppression de la propagande prolétarienne. Ils ont également interdit le droit à la libre parole, d'assemblée etc. Cette série de lois, couvées par le régime des Mendieta et Battista élimine tous les droits démocratiques et met la classe ouvrière de Cuba dans une position connue seulement dans des pays complètement fascistes.

Les tribunaux exceptionnels ont prononcé des sentences de six mois à dix années contre des membres du Parti Bolchévik-Léniniste et ont condamné des militants de nos syndicats pour le seul crime de posséder une carte de membre. Actuellement trente de nos camarades, en plus grande partie des dirigeants politiques et syndicaux éminents, sont en prison. Avec les membres de la base de nos syndicats un total de neuf cents ouvriers ont été emprisonnés, dont au moins soixante femmes. Ces chiffres concernent uniquement la ville de la Havanne.

En dehors de ceux mentionnés plus haut des centaines d'étudiants et de révolutionnaires petits-bourgeois ont été emprisonnés. Les conditions de répression sont actuellement indubitablement beaucoup plus violentes que dans les années de la dictature de Machado. En dehors de l'emprisonnement le chiffre des ouvriers assassinés monte chaque jour.

L a g r è v e

Au mois de mars les fordes de la classe ouvrière, réunies autour du Comité de Défense Prolétarienne qui est sous l'influence des chefs universitaires de la Havanne et sous la pression des organisations oppositionnelles petites bourgeois qui ont une influence appréciable sur certaines parties de la classe ouvrière (véhicules, chemin de fer, imprimeurs) s'engageaient dans une grève générale politique appuyée par la quasi-unanimité des fonctionnaires, paralysant toute l'activité des autorités gouvernementales.

Notre parti, conscient de la faiblesse des organisations prolétariennes, a concentré toutes ses forces sur le renforcement du Comité de Défense Prolétarienne créé avant (front unique) pour que la grève générale ait une direction centralisée et une chance de victoire. Mais dans cette proposition nous rencontrâmes l'opposition nette d'une part du parti stalinien qui dans le désir de maintenir sa propre hégémonie, appela à la grève séparément du Comité et d'autre part des leaders des étudiants et de la petite bourgeoisie qui voulaient précipiter le mouvement.

Dans ces conditions les ouvriers se lancèrent spontanément et sans direction centralisée dans une des plus extraordinaires grèves de l'histoire du prolétariat cubain.

Ils rejoignirent les fonctionnaires pour obtenir pour eux la sécurité de leur emploi (à Cuba chaque fraction qui prend le pouvoir procède à une nouvelle répartition des postes en destituant les anciens employés).

L o i m a r t i a l e

Le gouvernement mobilisa immédiatement tout son appareil. L'état de guerre fut prononcé, remettant ainsi aux mains des militaires le pouvoir de juger tous les actes de sabotage qui résultaient de la grève. Pendant trois jours régna la terreur complète. Tous les habitants étaient invités à rester chez eux après neuf heures. Même en plein jour on considérait comme un délit criminel le fait de se promener à plus de deux dans la rue. La police et les hordes militaires envahissaient les rues et tirèrent sur les ouvriers partout où ils osaient se rassembler. Les locaux de toutes les organisations prolétariennes furent assaillis, saccagés et démolis. Notre centre syndical, la Fédération du Travail de la Havanne, fut envahi, toutes ses fournitures furent détruites, les documents pris et tous les présents arrêtés et frappés. Le gouvernement admit un total de trente morts, bien qu'en réalité le chiffre est plus élevé. Parmi les morts est notre camarade Cresencio Freire, le chef du syndicat des boulangers; le chef étudiant Armando Feito et le leader du Parti Révolutionnaire Cubain, Enrique Fernandez, qui a été membre du cabinet Grau San Martin. Après la grève le tribunal militaire condamna à mort le jeune révolutionnaire Jaime Greenstein, qui fut exécuté à Santiago-de-Cuba, et condamna le camarade Eduardo Galvez et d'autres à la réclusion perpétuelle.

La grève, à défaut de direction centrale que le parti Bolchévik-Léniniste essayait de lui donner, ne pouvait pas résister à l'attaque formidable de la réaction et finit par échouer. Des milliers d'ouvriers et des milliers d'employés publics perdirent leur emploi. Le gouvernement décréta la dissolution de tous les syndicats et accéléra la condamnation des arrêtés. Tous les militants étrangers furent expulsés. Les nouveaux employés publics sont obligés d'appartenir aux Réserves Militaires, assurant ainsi au gouvernement un contrôle strict sur eux. La persécution devient de plus en plus intense. Nos camarades enfermés dans le pénitencier de l'Isla de Pinas sont forcés de travailler dans les marais et carrières qui entourent la prison.

C'est dans de telles conditions que notre jeune et faible parti est obligé de travailler, mais malgré sa faiblesse relative au point de vue numérique, il est le seul parti qui puisse conduire les masses cubaines à la victoire.

L' o r g a n i s a t i o n d e s o u v r i e r s

Pour comprendre notre problème il faut tenir compte des caractères spéciaux et de la composition sociale du peuple cubain. A Cuba, proportionnellement parlant, le prolétariat est très peu nombreux et ce n'est que dans les grandes villes qu'il présente un aspect de cohésion et de militantisme dans ses luttes économiques. Les luttes politiques du prolétariat sont d'origine bien récente (le P.C. a été organisé en 1925, mais n'avait pas d'influence sur les masses ouvrières jusqu'en 1929). Le prolétariat des usines de sucre, malgré sa participation dans des grèves depuis 1914, ne s'engagea dans la lutte proprement dite que pendant les années 1924/25 et après la chute de Machado. Il constitue en général un groupe instable. L'ouvrier du sucre n'est embauché dans l'industrie que pendant trois ou quatre mois de l'année, le reste de l'année il flâne et mendie, dans les villes voisines. Le péonage agricole dans les plantations de la canne au sucre et de tabac, où le travail en général s'étend sur toute l'année, est d'une envergure considérable. Les péons travaillent dans de terribles conditions. Malgré leur niveau culturel bas et leur manque de conscience de classe, ils sont néanmoins susceptibles de s'organiser, comme cela fut prouvé dans les quatre mois du gouvernement Grau San Martin, pendant lesquels il y eut un certain minimum de droits démocratiques. L'autre facteur déterminant dans la composition sociale de Cuba est la petite bourgeoisie. Mais la petite bourgeoisie de Cuba se distingue de celle d'autres pays en ce qu'elle ne possède pas une base économique à elle. Elle n'est pas enracinée dans de petites affaires, dans la petite industrie et dans la petite propriété, mais consiste exclusivement en employés de l'Etat. Elle peut être déterminée exactement comme bureaucratie petite bourgeoise.

L e p a r a s i t i s m e d e l a c l a s s e m o y e n n e

L'origine de cette anomalie dérive des intérêts spécifiques de l'impérialisme américain à Cuba. Les industries principales (sucre, tabac, transport) appartiennent au capital des Etats-Unis. Le commerce en gros appartient à la bourgeoisie espagnole. Après la guerre d'indépendance, le médiateur américain, fidèle à la politique de pénétration impérialiste empêcha la réhabilitation de la petite bourgeoisie cubaine, en la

mettant en dépendance du budget de la nouvelle République. Depuis le gouvernement Charles Magoon, pendant la seconde intervention des Etats-Unis, le budget national augmentait chaque jour avec le seul objet de nourrir la bureaucratie grandissante petite bourgeoise. Avec la prospérité causée par le haut prix du sucre pendant la guerre mondiale, tout allait bien, mais l'effondrement des prix depuis 1921 causait une réduction du budget malgré les emprunts contractés sur les marchés nord-américains.

Les effets de la crise étaient sentis très sévèrement par la petite bourgeoisie parasitaire. Destitués de leurs positions bureaucratiques, ils descendirent rapidement dans les rangs du lumpenprolétariat dégénéré. Au carrefour de la vie et de la mort les noyaux les plus courageux se jetaient dans la bataille et une série d'organisations militantes de la petite bourgeoisie virent le jour. La première était l'ABC qui débutait sous Machado avec un programme démocratique et finit par arriver à une idéologie ouvertement fasciste. Après la chute de Grau San Martin, le Parti Révolutionnaire de Cuba, dirigé par celui-ci, semblait exprimer les aspirations de la petite bourgeoisie, mais la consolidation relative de Mendieta réactionnaire et leur peu de foi dans les méthodes électorales faisait que cette couche sociale en désespoir ouvert cherchait comme seule issue.. l'insurrection. Alors il se rapproche de l'organisation révolutionnaire, "Joven Cuba"(Jeune Cuba), dirigée par Antonio Guiteras, le secrétaire de l'Intérieur dans le cabinet Grau San Martin.

L a p o s i t i o n d e G u i t e r a s

L'organisation "Jeune Cuba" est dans son essence un amalgame de toutes sortes de forces hétérogènes de la petite bourgeoisie: conservateurs, centristes, gauches. Son programme a comme base la lutte "anti-impérialiste" et préconise un large programme réformiste en faveur des masses ouvrières. Guiteras avait une vue plus ample que ses successeurs. Il avait une perspective internationale pour la révolution cubaine. Pour atteindre ce but il avait l'intention de convoquer un Congrès Continental au Mexique de tous les partis de gauche et il tenait beaucoup à y inviter toutes les sections de la Ligue Communiste Internationaliste du continent américain, comme il l'avait fait savoir à notre parti.

Mais dans les premiers jours de ce mois, Guiteras fut pris par surprise par l'armée juste à son embarquement pour le Mexique, près de la ville de Matanzas. Il fut assassiné ainsi que le colonel vénézuélien, Carlos Aponte.

La mort d'Antonio Guiteras crée une situation différente sur la scène politique cubaine. Notre pénétration dans les rangs de "Jeune Cuba", la sympathie qu'ont pour notre parti ses membres, ouvre de bonnes perspectives pour notre organisation. La petite bourgeoisie ne veut pas s'arrêter dans ses intentions insurrectionnelles. Pour elle c'est une question de vie ou de mort; mais ici se prête une occasion brillante pour le parti prolétarien de démontrer ses capacités de direction. D'un autre côté, dans la situation terrible où il se trouve, le prolétariat cubain entraînera la petite bourgeoisie dans tout mouvement insurrectionnel qui pourra naître. Si notre parti sait mobiliser ses forces et prendre la figure d'une avant-garde dont la voix sera entendue par les masses, alors nous pourrons dire que la révolution sera sauvée.

* * *

Mais dans les conditions actuellement dominantes le travail est très difficile. Notre parti manque de ressources financières, ne peut pas publier légalement sa presse, ne peut mener aucune campagne légale pour rassembler des fonds et doit s'adresser au prolétariat d'autres pays avec la demande immédiate de venir en aide. Cet appel est en particulier adressé au prolétariat nord-américain avec lequel nous sommes unis par des chaînes d'exploitation communes.

Ma Havanne, 13 mai 1935

Afin de ne plus retarder la parution de ce bulletin nous sommes, à notre plus grand regret, obligés à omettre l'article de W.H. sur l'exclusion des jeunesses bolchéviks-léninistes du bureau internationale des jeunes de Stockholm, par les soins communs du représentant du S.A.P., de l'organisation opportuniste suédoise et des social-patriotes du mot Dag, Norvège.

Il fera partie du prochain bulletin, ainsi qu'un ouvrage de Trotsky sur l'Afrique du Sud.

